**Panel 11**

**“Printemps arabe”: pourquoi l’effet domino n’a t-il pas eu lieu?**

*Coordinateurs :*

Pierre Blanc (Sciences agro Bordeaux)

René Otayek (Sciences Po Bordeaux, r.otayek@sciencespobordeaux.fr)

Les soulèvements tunisien, égyptien, bahreïni, voire même la chute du colonel Kadhafi en Libye ont laissé entrevoir pour bon nombre de commentateurs et d’analystes un effet domino de la contestation qui, de pays en pays, devait avoir raison des pouvoirs autoritaires en place, souvent depuis des décennies, un peu partout dans le monde arabe. Force est cependant de constater que l’effet domino n’a pas eu lieu ou qu’il a été à tout le moins limité. Certes, l’onde de choc de la contestation a touché quasiment tous les pays arabes, selon des modalités et même des temporalités différentes, comme le montrent les exemples du Maroc, de l’Algérie, du Soudan et, cas extrême, de la Syrie. Mais, de manière générale, les autoritarismes arabes ont réussi à neutraliser la contestation, sinon à en limiter les effets sur leur stabilité, témoignant ainsi d’une résilience assez peu commune.

Le panel proposé s’attachera donc à interroger cette résistance des autoritarismes arabes, en évitant bien évidemment le piège des schémas culturalistes et/ou essentialistes auxquels renvoie l’idée d’un « exceptionnalisme » arabe que bon nombre de travaux ont réfutée une fois pour toutes. Rompant également avec l’image d’un monde arabe uniforme, le panel privilégiera, au contraire, la prise en compte des dynamiques « nationales », voire locales, mais tout en articulant dynamiques du dedans et dynamiques du dehors (régionales, internationales) dont la combinaison est seule à même de rendre compte de la complexité du jeu des acteurs et des stratégies mises en œuvre pour assurer la durabilité du mode de régulation autoritaire.

Dans cette perspective, les communications (6 au total) proposées dans le cadre de ce panel tenteront de comprendre pourquoi certains régimes autoritaires arabes ont résisté, quitte à adapter pour ce faire leurs dispositifs politiques, institutionnels, économiques, sécuritaires.

Les interrogations suivantes seront ainsi explorées :

- De quel poids a pesé la rente (pétrolière, gazière, géopolitique, stratégique) dans ces stratégies de survie politique ? Et d’abord, les Etats rentiers (Algérie, Arabie saoudite, etc.) ont-ils mieux résisté que les autres (Maroc, Syrie, etc.) ? La distinction entre Etats rentiers et Etats non rentiers est-elle d’une absolue pertinence ? Plus généralement, quel a été l’impact de la « question sociale » dans les soulèvements arabes ? Et comment les pouvoirs autoritaires l’ont-ils affrontée ?

- Les sources de légitimité (symbolique et charismatique) permettent-elles d’éclairer les différences de trajectoires entre Etats arabes ? Plus précisément, peut-on dire que les régimes monarchiques ont mieux résisté à la contestation démocratique que les régimes républicains, et, si oui, comment l’expliquer ?

- L’épuisement du modèle autoritaire arabe (l’obéissance en échange de quelques éléments de welfare state de moins en moins évidents dans des sociétés en crise) et qui fut à l’origine de la chute des régimes de Ben Ali et de Moubarak n’est-il pas aussi la conséquence d’un déficit du politique ? Consubstantielle à l’autoritarisme, la dépolitisation, et donc le retrait du politique comme principe régulateur des relations entre l’Etat et la société, n’a-t-elle pas engagé, de longue date, un processus de « délitement de la Cité » que les pouvoirs autoritaires sont en mesure d’instrumentaliser pour durer, en délégitimant toute offre politique concurrente ?

- La contestation politique a-t-elle, faute de canaux institutionnels d’expression, favorisé la fragmentation communautariste ? Les idéologies séculières du nationalisme radical (panarabisme, pansyrianisme, etc.) n’ont-elles été que de brèves parenthèses historiques aujourd’hui refermées par une sorte de « retour du refoulé », soit le réveil des assabiyyat communautaires, tel qu’il s’incarnerait en Irak, en Syrie, au Liban et même en Egypte et en Libye ? Autrement dit, les identités jouent-elles contre la démocratie ?

- L’intime articulation entre géopolitique interne (au sein d’un même Etat) et géopolitique externe (régionale), observable notamment au Moyen-Orient mais aussi, avec ses particularités, au Maghreb, participe-t-elle aussi de la logique autoritaire en ce qu’elle constitue une ressource stratégique pour les pouvoirs en place et pour leurs oppositions (conflit syrien, crise irakienne, et leur extension à l’ensemble de la région) ? La rhétorique de la stabilité ne prend-t-elle pas le pas sur « l’enjeu démocratique », avec l’aval des grandes puissances régionales et internationales ?

Les communications présentées dans ce panel combineront approches globales et études monographiques. Elles croiseront différentes démarches disciplinaires : science politique, géographie politique, géopolitique, droit, anthropologie. Les intervenants sont tous des spécialistes confirmés des terrains moyen-orientaux et maghrébins.

*Dissémination*

Les travaux issus de ce panel seront revus et éventuellement modifiés en vue de leur publication, sous la forme d’un dossier thématique, dans une revue spécialisée telle que Confluences Méditerranée par exemple.